

Glyphosate : le Président Macron a cinq bonnes raisons de respecter ses engagements

« Placer la France en tête du combat contre les perturbateurs endocriniens et les pesticides » était l'une des promesses de campagne d'Emmanuel Macron. Trente-quatre organisations lui rappellent aujourd'hui dans une lettre ouverte qu'il dispose de cinq très bons arguments pour interdire le glyphosate sans attendre. Le renouvellement du glyphosate doit être soumis au vote très prochainement au sein de l'Union européenne. Si la France a déjà annoncé qu'elle voterait non à son autorisation pour dix nouvelles années, l'ombre d'une autorisation de cinq ou sept ans pour l'herbicide chimique le plus vendu au monde plane dangereusement au-dessus de millions de citoyens européens qui n'en veulent plus. Pour la société civile, il serait inacceptable que le gouvernement fasse passer les intérêts de l'industrie chimique avant la santé des consommateurs mais aussi celle des agriculteurs. Elle demande donc au Président de ne plus attendre pour porter dans les négociations européennes en cours l'interdiction de l'usage de cette molécule dangereuse et polluante.

Paris, le 20 octobre 2017. Le glyphosate est l'herbicide chimique le plus vendu au monde. En France, pas moins de 8.500 tonnes sont vendues chaque année. Alors que l'Union européenne s'apprête à décider du sort de cet herbicide pour les prochaines années, plusieurs organisations rappellent à Emmanuel Macron sa promesse de campagne et lui donnent cinq arguments de poids pour refuser la réhomologation du glyphosate sans attendre :

- 1. Des raisons sanitaires :** Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC), agence de l'Organisation mondiale de la santé, a classé en mars 2015 le glyphosate cancérigène probable pour l'homme. Ce classement, d'après le règlement 1107/2009 relatif à la mise sur le marché des pesticides, devrait suffire à le retirer du marché.
- 2. Des raisons de crédibilité et d'éthique :** Les agences européennes (Efsa, BfR) ont écarté et ignoré des résultats prouvant le caractère cancérigène du glyphosate alors que sept études menées à long terme sur des animaux ont mis en exergue l'incidence du glyphosate sur le développement de tumeurs. De même, le scandale des « Monsanto papers » a jeté le doute sur la crédibilité et le sérieux des évaluations de ces agences européennes qui ont copié-collé les évaluations fournies par l'industrie chimique. La France se doit d'être exemplaire en termes d'indépendance de l'expertise, comme l'a précisé le Président lors de son discours du 10 octobre à Rungis dans le cadre des Etats généraux de l'alimentation.
- 3. Des raisons environnementales et agronomiques :** Le glyphosate et son produit de dégradation l'AMPA sont les premiers polluants des eaux de surface. Le glyphosate est considéré comme toxique pour les organismes aquatiques. Par ailleurs, le glyphosate modifie la chimie des sols et réduit l'absorption des éléments nutritifs du sol.
- 4. Les alternatives au glyphosate existent déjà :** Les agriculteurs biologiques ou beaucoup de ceux qui ont choisi une agriculture à bas niveau d'intrants, n'utilisent pas d'herbicides de synthèse et donc de glyphosate. Ils ont recouru à des techniques mécaniques ou agronomiques qui sont d'ailleurs déjà mises à l'œuvre par des agriculteurs dits conventionnels. Il faudra bien sûr accompagner et conseiller ceux qui devront apprendre à se passer de glyphosate. Les Etats généraux de l'alimentation sont une opportunité pour décider de cet accompagnement et le programmer.
- 5. Des millions de citoyen.ne.s européen.ne.s comptent sur la France :** Plus d'un million trois cent mille signataires dans toute l'Union européenne se sont mobilisés en l'espace de quelques mois (entre février et juillet 2017) autour d'une Initiative Citoyenne Européenne (ICE) pour réclamer l'interdiction du glyphosate. Cet engouement montre à quel point les citoyens européens souhaitent aujourd'hui protéger leur santé et leur environnement des dangers des pesticides en général et de cet herbicide en particulier.

Ce sont toutes ces raisons majeures que les 34 organisations signataires de ce courrier ont voulu rappeler au président de la République avant le vote crucial prévu d'ici la fin de l'année. Le choix qui s'offre à la France et aux autres Etats membres marquera durablement l'avenir des générations futures. La société civile invite le Président à ne pas manquer ce rendez-vous.

Organisations signataires : ActionAid France, Agir pour l'Environnement, Attac, CIVAM (Campagnes vivantes), Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'Ouest, Confédération paysanne, Eaux et rivières de Bretagne, FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Elèves), FNAB (Fédération Nationale d'Agriculture Biologique des régions de France), Fondation pour la Nature et l'Homme, foodwatch, France Nature Environnement, Générations Futures, Greenpeace France, Intelligence Verte, La Ligue contre le cancer, Les Amis de la Terre, LPO (Ligue pour la Protection des Oiseaux), MIRAMAP (Mouvement interrégional des AMAP), Mouvement de l'Agriculture Bio-Dynamique, Nature et Progrès, OGM dangers, Phyto-victimes, Plate-Forme pour le Commerce Equitable, Réseau Environnement Santé, Resolis, Terre & Humanisme, Sud, SumOfUs, UNCPiE (Union nationale des centres permanents d'initiatives pour l'environnement), Union Syndicale Solidaires, WECF France, Wemove.eu, WWF France.

Source :

Initiative citoyenne européenne pour dire stop au glyphosate : <https://stopglyphosate.org/fr/>

Contacts presse :

- Générations Futures, Nadine Lauverjat : nadine@generations-futures.fr – 06 87 56 27 54
- foodwatch, Ingrid Kragl : ingrid.kragl@foodwatch.fr - 01 73 70 60 94 - 06 01 23 12 46
- La Ligue contre le cancer, Elodie Audonnet : elodie.audonnet@ligue-cancer.net - 01 53 55 25 31

